

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
ET SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45697]

17 MAI 2023. — Accord de coopération modifiant l'accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un Service commun d'audit, dénommé « Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie » et modifiant l'accord de coopération du 16 mai 2019 entre la Communauté française et la Région wallonne fixant le statut des membres du personnel du service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie et les modalités de transfert des membres du personnel du Ministère de la Communauté française et du Service public de Wallonie vers ce service commun

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 77, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993, l'article 87, modifié en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014 et l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un Service commun d'audit, dénommé « Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie » ;

Vu l'accord de coopération du 16 mai 2019 entre la Communauté française et la Région wallonne fixant le statut des membres du personnel du service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie et les modalités de transfert des membres du personnel du Ministère de la Communauté française et du Service public de Wallonie vers ce service commun ;

Vu les avis des Inspecteurs des finances, donnés le 7 avril 2023 ;

Vu les accords des Ministres du Budget, donnés le 28 avril 2023 et le 17 mai 2023 ;

Considérant que les dispositions des statuts administratif et pécuniaire des agents des services du Gouvernement wallon ainsi que les conditions d'engagement et la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement wallon sont applicables aux membres du personnel du Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie ;

Considérant que l'article 9 de l'accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un Service commun d'audit ne détaille pas le mécanisme d'affectation des ressources du Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie, par les Gouvernements ;

Considérant que le mécanisme d'affectation des ressources doit prévoir, entre autres, un système de vérification de l'usage des ressources accordées au Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie ainsi qu'une description du processus de versement de la contribution annuelle de la Communauté française au mécanisme de financement du Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie ;

Considérant qu'il importe de s'assurer de la répartition équilibrée des missions d'audit entre le Ministère de la Communauté française et le Service public de Wallonie en tenant compte des ressources mises à disposition du Service commun d'audit par chaque Gouvernement,

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne du Ministre-Président et en la personne de la Ministre de la Fonction publique ;

La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre de la Fonction publique ;

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 5, alinéa 3, de l'accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un Service commun d'audit, dénommé « Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie », est complété par la phrase suivante :

« L'audit interne est organisé au moyen d'un plan d'audit annuel fondé sur une analyse des risques. ».

Art. 2. L'article 9 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. § 1^{er}. Sur la base du budget prévisionnel du Service commun d'audit établi de commun accord par la Région wallonne et la Communauté française, la Région wallonne préfinance les frais du Service commun d'audit.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les frais de gestion immobilière et mobilière du Service commun d'audit sont pris en charge par la Communauté française pour l'implantation bruxelloise et par la Région wallonne pour les implantations situées à Namur et à Charleroi.

§ 2. La Communauté française verse à la Région wallonne la charge budgétaire relative aux charges salariales qui comprend les cotisations patronales, le traitement, au pécule de vacances, ainsi que toute allocation ou indemnité liquidée par la Région wallonne aux membres du personnel dont la résidence administrative est située à Bruxelles.

L'équivalent des ressources humaines financées par la Communauté française est affecté à des missions en rapport avec les compétences de la Communauté française. Les Gouvernements vérifient le respect de cette proportion sur la base des rapports établis par le Comité de direction du Service commun d'audit et le Comité d'audit commun.

La Communauté française rembourse les autres frais du service commun d'audit sur la base du coût réel des biens acquis ou utilisés ou des prestations réalisées dans le cadre des compétences de la Communauté française après vérification par le Gouvernement de la Communauté française sur base d'un rapport établi par le Comité de direction du Service commun d'audit et le Comité d'audit commun.

§ 3. La Communauté française verse sa contribution annuelle à la Région wallonne en deux tranches :

1° les quatre-vingts pour cent du total des montants décrits au paragraphe 2 et repris dans le budget annuel des dépenses de la Région wallonne, qui est versé au plus tard le 31 janvier de l'année budgétaire concernée ;

2° le solde, qui est versé au plus tard dans le courant du troisième trimestre de l'année budgétaire suivante sur la base des vérifications du Comité de direction du Service commun d'audit et du Comité d'audit commun. ».

Art. 3. À l'article 14 du même accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° estime, dans la limite du financement fixé par les Gouvernements, les ressources budgétaires et humaines nécessaires aux activités d'audit et communique cette estimation aux Gouvernements pour leur permettre d'intégrer l'information dans leur projet de décret budgétaire de l'année suivante ; »

b) à l'alinéa 1^{er}, il est inséré un 1°/1 rédigé comme suit :

« 1°/1 calcule les frais réellement encourus par le Service commun d'audit durant l'année écoulée et leur répartition et transmet les éléments justificatifs aux Gouvernements pour permettre le versement du solde de la contribution annuelle de la Communauté française ; » ;

c) l'alinéa 1^{er}, 4°, est remplacé par ce qui suit :

« 4° propose au Comité d'audit le plan d'audit annuel basé sur une analyse de risques périodique réalisée par le Service commun d'audit et prenant en considération :

a) les risques et les priorités identifiés par les Gouvernements, le Comité de direction du Ministère de la Communauté française, le Comité stratégique du Service public de Wallonie, et le Comité de direction des organismes d'intérêt public ayant délégué leurs activités d'audit au Service commun d'audit ;

b) la répartition des missions d'audit entre le Ministère de la Communauté française et le Service public de Wallonie en tenant compte des ressources mises à disposition du Service commun d'audit par chaque Gouvernement. » ;

d) il est complété par un 9° rédigé comme suit:

« 9° s'assure de la répartition des missions d'audit entre le Ministère de la Communauté française et le Service public de Wallonie en tenant compte des moyens mis à disposition du Service commun d'audit par chaque Gouvernement. ».

Art. 4. L'article 27 du même accord est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Préalablement à l'approbation du plan annuel d'audit, le comité d'audit vérifie que les risques et les priorités identifiés par les Gouvernements ainsi que par le Comité de direction du Ministère de la Communauté française, le Comité stratégique du Service public de Wallonie et le Comité de direction des organismes d'intérêt public ayant délégué leurs activités d'audit au Service commun d'audit ont été pris en considération par le Service commun d'audit lors de l'établissement du projet de plan d'audit interne annuel. Il s'assure également de la répartition des missions d'audit entre le Ministère de la Communauté française et le Service public de Wallonie en tenant compte des moyens mis à disposition du Service commun d'audit par chaque Gouvernement qui prend acte du plan d'audit. ».

Art. 5. L'article 4 de l'accord de coopération du 16 mai 2019 entre la Communauté française et la Région wallonne fixant le statut des membres du personnel du service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie et les modalités de transfert des membres du personnel du Ministère de la Communauté française et du Service public de Wallonie vers ce service commun est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 38 du même accord de coopération :

1° les mots « l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif » sont remplacés par les mots « les dispositions relatives » ;

2° les mots « est applicable » sont remplacés par les mots « sont applicables ».

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2023.

Pour la Communauté française,

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique
F. DAERDEN

Pour la Région wallonne,
Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique,
V. DE BUE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
EN WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/45697]

17 MEI 2023. — Samenwerkingsakkoord tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 21 juli 2016 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest tot oprichting van een gezamenlijke auditdienst met name "Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie" en tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 16 mei 2019 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de gezamenlijke auditdienst van de Federatie Wallonië-Brussel en Wallonië en de modaliteiten voor de overplaatsing van de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van de Waalse Overheidsdienst naar deze gezamenlijke dienst

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 77, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, artikel 87, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 en artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 21 juli 2016 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest tot oprichting van een gezamenlijke auditdienst met name "Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie";

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 16 mei 2019 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de gezamenlijke auditdienst van de Federatie Wallonië-Brussel en Wallonië en de modaliteiten voor de overplaatsing van de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van de Waalse Overheidsdienst naar deze gezamenlijke dienst;

Gelet op de adviezen van de Inspecteurs van Financiën van 7 april 2023;

Gelet op de instemming van de ministers van Begroting van 28 april 2023 en 17 mei 2023;

Overwegende dat de bepalingen van het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren van de diensten van de Waalse Regering, alsook de aanwervingsvoorwaarden en het administratief en geldelijk statuut van de contractuele personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering van toepassing zijn op de personeelsleden van de gezamenlijke auditdienst van de Federatie Wallonië-Brussel en Wallonië;

Overwegende dat artikel 9 van het samenwerkingsakkoord van 21 juli 2016 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest tot oprichting van een gezamenlijke auditdienst het mechanisme voor de toewijzing van de middelen van de gezamenlijke auditdienst van de Federatie Wallonië-Brussel en Wallonië door de Regeringen niet nader bepaalt;

Overwegende dat het mechanisme voor de toewijzing van de middelen met name moet voorzien in een systeem voor de controle op het gebruik van de aan de gezamenlijke auditdienst van de Federatie Wallonië-Brussel en Wallonië toegekende middelen en in een beschrijving van de procedure voor de betaling van de jaarlijkse bijdrage van de Franse Gemeenschap aan het mechanisme voor de financiering van de gezamenlijke auditdienst van de Federatie Wallonië-Brussel en Wallonië;

Overwegende dat het belangrijk is te zorgen voor een evenwichtige verdeling van de auditopdrachten tussen het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de Waalse Overheidsdienst, rekening houdend met de middelen die door elke regering ter beschikking worden gesteld van de gezamenlijke auditdienst,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-President en in de persoon van de Minister van Ambtenarenzaken;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Franse Gemeenschap, in de persoon van de Minister-President en in de persoon van de Minister van Ambtenarenzaken;

Zijn overeengekomen hetgeen volgt:

Artikel 1. De volgende zin wordt toegevoegd aan artikel 5, lid 3, van het samenwerkingsakkoord van 21 juli 2016 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest tot oprichting van een gezamenlijke auditdienst met name "Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie":

"De interne audit wordt georganiseerd door middel van een jaarlijks auditplan op basis van een risicoanalyse."

Art. 2. Artikel 9 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen door:

"Art. 9. § 1. Op basis van de voorlopige begroting van de gezamenlijke auditdienst, opgesteld in onderling overleg tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap, financiert op voorhand het Waals Gewest de kosten van de gezamenlijke auditdienst.

In afwijking van lid 1 worden de kosten voor het gebouw en het beheer van het meubilair van de gezamenlijke auditdienst gedragen door de Franse Gemeenschap voor de vestiging in Brussel en door het Waals Gewest voor de vestigingen in Namen en Charleroi.

§ 2 De Franse Gemeenschap betaalt aan het Waals Gewest de budgettaire lasten met betrekking tot de loonkosten, die de werkgeversbijdragen, het loon, het vakantiegeld, alsook elke toelage of vergoeding die door het Waals Gewest wordt betaald aan de personeelsleden van wie de administratieve woonplaats zich in Brussel bevindt, omvatten.

Het equivalent van de menselijke middelen gefinancierd door de Franse Gemeenschap wordt bestemd voor opdrachten die betrekking hebben op de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap. De Regeringen verifiëren de naleving van dit deel op basis van verslagen opgesteld door het Directiecomité van de gezamenlijke auditdienst en het Gezamenlijk auditcomité.

De Franse Gemeenschap vergoedt de andere kosten van de gezamenlijke auditdienst op basis van de werkelijke kosten van de goederen die werden aangekocht of gebruikt of van de prestaties die werden verleend in het kader van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, na verificatie door de Regering van de Franse Gemeenschap op basis van een verslag opgesteld door het Directiecomité van de gezamenlijke auditdienst en het Gezamenlijk auditcomité.

§ 3 De Franse Gemeenschap betaalt haar jaarlijkse bijdrage aan het Waals Gewest in twee schijven:

1° tachtig procent van het totaal van de bedragen beschreven in paragraaf 2 en opgenomen in de jaarlijkse uitgavenbegroting van het Waals Gewest, dat uiterlijk op 31 januari van het betrokken begrotingsjaar wordt betaald;

2° het saldo, dat uiterlijk in de loop van het derde kwartaal van het volgende boekjaar wordt betaald op basis van de verificaties door het Directiecomité van de gezamenlijke auditdienst en het Gezamenlijk auditcomité.

Art. 3. In artikel 14 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 wordt punt 1° vervangen door:

"1° raamt, binnen de perken van de door de Regeringen vastgestelde financiering, de budgettaire en menselijke middelen die nodig zijn voor de controleactiviteiten en deelt deze raming mee aan de Regeringen zodat zij de informatie kunnen opnemen in hun ontwerp van begrotingsdecreet voor het volgende jaar;"

b) in lid 1 wordt een nieuw punt 1°/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"1°/1 de werkelijk gemaakte kosten van de gezamenlijke auditdienst tijdens het afgelopen jaar en de verdeling ervan berekenen en de bewijsstukken aan de Regeringen bezorgen om de betaling van het saldo van de jaarlijkse bijdrage van de Franse Gemeenschap mogelijk te maken;"

c) lid 1, 4°, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"4° stelt aan het Auditcomité het jaarlijks auditplan voor, gebaseerd op een periodieke risicoanalyse uitgevoerd door de gezamenlijke auditdienst en rekening houdend met:

a) de risico's en prioriteiten geïdentificeerd door de Regeringen, het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, het Strategisch Comité van de Waalse Overheidsdienst en het Directiecomité van de instellingen van openbaar belang die hun auditactiviteiten aan de gezamenlijke auditdienst hebben gedelegeerd;

b) de verdeling van de auditopdrachten tussen het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de Waalse Overheidsdienst, rekening houdend met de middelen die door elke regering ter beschikking worden gesteld van de gezamenlijke auditdienst";

d) er wordt een nieuwe 9° toegevoegd, die als volgt luidt:

"9° zorgt voor de verdeling van de auditopdrachten tussen het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de Waalse Overheidsdienst, rekening houdend met de middelen die door elke Regering ter beschikking worden gesteld van de gezamenlijke auditdienst.

Art. 4. Artikel 27 van hetzelfde akkoord wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt:

“Alvorens het jaarlijkse auditplan goed te keuren, gaat het Auditcomité na of de risico’s en prioriteiten die werden geïdentificeerd door de Regeringen alsook door het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, het Strategisch Comité van de Waalse Overheidsdienst en het Directiecomité van de instellingen van openbaar belang die hun auditactiviteiten aan de gezamenlijke auditdienst hebben gedelegeerd, door de gezamenlijke auditdienst in aanmerking werden genomen bij de opstelling van het ontwerp van het jaarlijkse interne auditplan. Het zorgt er ook voor dat de auditopdrachten worden verdeeld tussen het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de Waalse Overheidsdienst, rekening houdend met de middelen die ter beschikking worden gesteld van de gezamenlijke auditdienst door elke Regering, die kennis neemt van het auditplan.”.

Art. 5. Artikel 4 van het samenwerkingsakkoord van 16 mei 2019 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de gezamenlijke auditdienst van de Federatie Wallonië-Brussel en Wallonië en de modaliteiten voor de overplaatsing van de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van de Waalse Overheidsdienst naar deze gezamenlijke dienst, wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 38 van hetzelfde samenwerkingsakkoord:

1° de woorden “het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 met betrekking tot” worden vervangen door de woorden “de bepalingen met betrekking tot”;

2° de woorden “is van toepassing” worden vervangen door de woorden “zijn van toepassing”.

Gedaan te Brussel, 17 mei 2023.

Voor de Franse Gemeenschap,

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
F. DAERDEN

Voor het Waalse Gewest,

De minister-president,
E. DI RUPO

De minister voor Ambtenarenzaken,
V. DE BUE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45640]

28 JUNI 2023. — Décret modifiant les dispositions organiques de plusieurs personnes morales de droit public dépendant de la Région wallonne en ce qui concerne le régime des mandats (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification du décret du 7 juin 1990 portant création d’un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.)*

Article 1^{er}. À l’article 4 du décret du 7 juin 1990 portant création d’un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.), modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, 6°, les mots «, du directeur général adjoint » sont abrogés;

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le directeur général est désigné par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II de l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne.

Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l’article 17 du présent décret ou de l’article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d’intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du même Code. ».

CHAPITRE 2 — *Modification du décret du 23 mars 1995 portant création d’un Centre régional d’aide aux communes chargé d’assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d’apporter son concours au maintien de l’équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne*

Art. 2. Dans l’article 7, § 2, du décret du 23 mars 1995 portant création d’un Centre régional d’aide aux communes chargé d’assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d’apporter son concours au maintien de l’équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, remplacé par le décret-programme du 18 décembre 2003 et modifié par le décret-programme du 3 décembre 2015, l’alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l’article 14 du présent décret ou de l’article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d’intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les directeurs généraux adjoints, et, le cas échéant, les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du même Code. ».